

L'ETAT GÈRE L'HÔPITAL PUBLIC COMME UNE ENTREPRISE, LES PATIENT-ES ET LES SOIGNANT-ES TRÎNQUENT.

Le Centre Hospitalier de Saint-Denis qui avait toujours été à l'équilibre budgétaire s'enfonce depuis le covid dans une crise financière extrêmement grave du fait d'un sous financement de l'Etat. Il ne peut plus payer les fournisseurs, les travaux programmés sont à l'arrêt, il doit faire des emprunts pour régler les salaires...

Ces 5 dernières années, les budgets alloués à l'hôpital (ONDAM) étaient fixés en fonction de l'activité avant covid (2019) qui n'a jamais pu être retrouvée du fait essentiellement de la fuite des soignants et de la fermeture de lits. Afin de poursuivre ses missions de service public, l'hôpital a fait appel à l'intérim et aux vacations soit 10 Millions d'euros par an. Il a fait face à l'inflation avec une augmentation des coûts de l'électricité, des médicaments, du matériel, de l'alimentation, ainsi qu'à certaines mesures nationales salariales votées mais **non compensées** par l'Etat.

L'ARS a reconnu en 2025 que la gestion financière globale de l'établissement est saine mais n'apporte pas de réponse. (En effet, seule une augmentation de l'ONDAM aurait permis un maintien à l'équilibre des finances plombées par l'augmentation des charges).

Les pouvoirs publics imposent une obligation de résultats qui va à l'encontre du principe même de service public, et n'apportent aucune solution au problème créé par cette logique mortifère, au détriment de la santé des habitantes et habitants de Saint-Denis et des communes environnantes.

Les patient.es déjà confronté.es à une pénurie chronique d'offre de soins en Seine Saint-Denis souffrent de la logique gestionnaire libérale de nos gouvernements.

L'Etat doit combler le déficit de l'hôpital Delafontaine et des hôpitaux publics qui agonisent et ne pourront pas faire face à une possible nouvelle crise sanitaire.

**LA SANTÉ DE TOU.TE.S, SOIGNANT.ES ET
SOIGNÉ.ES EN DÉPEND !**

le 21 mars 2026



UNION LOCALE *Sud*
Solidaires
SAINT-DENIS